

SOMMET DE LA TERRE

RIO + 20



La société civile est appelée en renfort pour soutenir l'économie verte

Page C 2



Une solidarité se dégage dans l'espace de la Francophonie

Page C 3



Les Québécois seront au Sommet des peuples

Page C 5

CAHIER SPÉCIAL C > LE DEVOIR, LE MERCREDI 20 JUIN 2012



Tous les regards tournés vers Rio

VANDERLEI ALMEIDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Durant les trois prochains jours, tous les regards seront tournés vers Rio de Janeiro, où environ 135 chefs d'État et 50 000 chefs d'entreprise, maires, militants et investisseurs sont attendus pour la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Depuis plusieurs mois, des négociations serrées ont entouré les retouches apportées au document préparatoire de Rio+20. Pour avoir une idée de ce qui devrait émerger de ce Sommet de la Terre, *Le Devoir* s'est entretenu avec Chantal Line Carpentier, coordonnatrice du programme des grands groupes pour Rio+20 et agente de développement durable au Département des affaires économiques et sociales des Nations unies.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Ban-Ki moon, secrétaire général des Nations unies, a déclaré, le 24 mai dernier, que les négociations informelles en vue de Rio+20 avaient été jusqu'alors «*douloureusement lentes*», rapportait *The Guardian*. Un cycle supplémentaire a été organisé du 29 mai au 2 juin, car, à la sortie du deuxième cycle, le 4 mai dernier, les représentants s'étaient mis d'accord sur à peine une vingtaine d'énoncés.

À la sortie du cycle supplémentaire, seulement 70 paragraphes du document préparatoire sur 329 avaient fait l'objet d'un accord. Il ne restait alors que deux étapes avant le sommet, soit le troisième comité préparatoire (Prep-Com III) et les jours de dialogue du développement durable, qui se sont déroulés à Rio durant la dernière semaine. Au moment d'écrire ces lignes, les négociateurs avaient de la difficulté à s'entendre sur un projet de déclaration finale rédigé par le Brésil pour sortir de l'impasse. Les deux grands thèmes autour desquels s'articule Rio+20, soit l'économie verte dans un contexte d'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel du développe-

ment durable, se sont retrouvés au centre de bien des discordes.

Mésententes

Jointe par téléphone au début du mois à son bureau de New York, au moment où se déroulait le cycle supplémentaire de négociations informelles, Chantal Line Carpentier a indiqué que, dans le document préparatoire de Rio+20, «*aucun des paragraphes sur l'économie verte [n'avait] fait l'objet d'un accord*». Plusieurs pays en voie de développement ont manifesté leurs craintes envers ce nouveau concept, tandis que d'autres pays lui ont accolé des sens divergents. «*Là vers où l'on se dirige, c'est de déterminer quelles sont les fonctions qu'une économie verte devrait remplir et de se mettre d'accord là-dessus. Parce que, si on essaie de négocier une définition de l'économie verte, on va y être encore dans dix ans et on n'a pas dix ans pour s'amuser*», commente M^{me} Carpentier. Jeudi dernier, des négociations sur l'économie verte ont été suspendues par la Chine et les pays en développement. Celles-ci achoppaient sur les questions de la mise en œuvre et de la création d'un fonds.

Du côté du cadre institutionnel et de la gouvernance, un consensus se dégage selon lequel la Commission sur le développement durable de l'ONU, dans sa forme actuelle, «*ne fonctionne pas*». Mais comment la modifier ou par quoi la remplacer? Les suites à donner ne font guère l'unanimité. «*C'est une autre*

partie où il n'y a pas beaucoup de progrès», admet M^{me} Carpentier.

Rio+20 ne mènera vraisemblablement pas à la création d'une nouvelle Organisation mondiale de l'environnement. Plusieurs autres projets sont toutefois envisagés, comme la mise sur pied d'un Conseil du développement durable, le renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ou du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), la nomination d'un haut commissaire pour les générations futures ou bien la transformation du PNUE en agence spécialisée. «*Où il semble y avoir un accord, c'est d'avoir un forum de haut niveau qui se déroulerait durant l'automne, pendant que les chefs d'État sont à New York. Donc, quelque chose d'un peu plus flexible que la commission qu'on avait auparavant, où les thèmes étaient prédéterminés et où c'était plus difficile de s'attaquer aux problèmes émergents et urgents qui surgissaient*».

Plusieurs autres sujets secondaires suscitent de profondes dissensions. Chantal Line Carpentier indiquait, au moment de l'entrevue, que les questions soulevant l'égalité hommes-femmes, le plancher de protection sociale et le travail décent demeuraient polémiques. En contrepartie, M^{me} Carpentier affirme avoir bon espoir que les discussions portant sur l'avenir des océans et la sécurité alimentaire vont déboucher sur des ententes. Elle croit aussi que des ac-

cords devraient être entérinés à propos de la malnutrition des enfants, de la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire, ainsi que de l'amélioration de la préparation pour faire face aux désastres. Même le paragraphe sur les changements climatiques semble faire l'objet d'un consensus.

Espoirs

Mais les grands espoirs reposent actuellement sur la création d'objectifs de développement durable (ODD). Tout laisse croire que l'un des résultats forts du Sommet de la Terre, le 22 juin prochain, consistera en l'élaboration de tels objectifs sur un canevas semblable aux Objectifs du millénaire pour le développement (ODM). Ces derniers avaient été déterminés par les Nations unies en 2000 dans le but d'éradiquer la pauvreté d'ici 2015. M^{me} Carpentier assure que le concept des ODD bénéficie de beaucoup d'appuis à l'heure actuelle. «*La communauté européenne essaie de mettre des cibles en avant. Des pays, dont le Canada, les États-Unis et le Japon, s'y opposent, précise-t-elle. Ce vers quoi on se dirige, c'est de se mettre d'accord à Rio sur un processus pour développer ces ODD, avec des cibles et des dates*».

Rappelons que l'un des buts majeurs de Rio+20 consiste à évaluer les façons dont les textes issus des grands sommets peuvent être «*mis en œuvre*», comme le martèle M^{me} Carpentier. «*Si on avait mis en œuvre ce qu'on avait décidé en 1992, si on avait pris l'Agenda 21 et qu'on avait mis en œuvre chacune de ses actions, on n'aurait pas les problèmes qu'on a présentement*», croit-elle. Plusieurs paragraphes de l'Agenda 21 «*se contredisent entre eux*», affirme tout de même M^{me} Carpentier.

Rio+20 lui apparaît comme le moment de revoir la cohérence de ce programme et d'en fixer les priorités. Rio+20 devient une occasion d'établir

des systèmes de reddition de comptes, mais surtout de produire «*un document plus court qui se concentre sur les actions concrètes*». Les décideurs locaux au niveau des municipalités, des provinces et des États pourraient s'approprier ce «*cadre d'action*» plus volontaire, alors que les gouvernements fédéraux réussissent difficilement à s'entendre sur les enjeux du développement durable. Les mesures contraignantes ne sont donc pas particulièrement dans le vif de Rio+20. Ce type d'approche n'a pas eu beaucoup de succès dans la dernière décennie, justifie M^{me} Carpentier, en référence aux échecs qu'ont connus les dernières conférences sur le climat.

Prévue initialement du 4 au 6 juin, la Conférence sur le développement durable a été reportée de deux semaines pour ne pas entrer en conflit d'horaire avec les festivités du jubilé de diamant de la reine Elisabeth II. Pour convaincre les chefs d'État de venir, l'ONU a déplacé sa conférence au lendemain du Sommet du G20 qui s'est tenu à Los Cabos, au Mexique, lundi et hier. Mais plusieurs grosses pointures n'ont pas pour autant répondu à l'invitation. M^{me} Carpentier ne semble pas s'inquiéter outre mesure de la répercussion que pourrait avoir l'absence de certains dirigeants sur la réussite des accords. «*Leurs ministres sont ici et ils sont en train de négocier. Donc, en fait, que [les chefs d'État] soient là ou pas, s'il y a un accord, il sera entériné par tous les pays*». Elle souligne au passage que les États-Unis coopèrent beaucoup dans les démarches, mais que Barack Obama ne semble pas s'engager publiquement, compte tenu du caractère délicat du sujet à moins de cinq mois de l'élection présidentielle.

Collaborateur
Le Devoir

RIO + 20

ENVIRONNEMENT

Derrière le symbole, à quoi s'attendre concrètement ?

«Nous espérons que Rio+20 relancera les négociations internationales en matière d'environnement»

Il sera énormément question d'économie verte, de développement durable et d'éradication de la pauvreté à Rio+20. Qu'en est-il des questions écologiques pures et dures? Tour d'horizon avec deux groupes écologistes: Greenpeace et Équiterre.

MARTINE LETARTE

On cherchait l'optimisme dans les bureaux mont-réalis de Greenpeace, à moins de deux semaines de Rio+20. «Nos attentes sont assez basses», indique d'emblée Catherine Vézina, coordonnatrice des communications chez Greenpeace.

«La conférence de Copenhague sur le climat a été un échec, ajoute-t-elle. La dernière conférence, à Durban, a aussi été un échec. Toutefois, la conférence Rio+20 demeure intéressante à nos yeux, puisque nous croyons à son poids symbolique. Nous espérons que Rio+20 relancera les négociations internationales en matière d'environnement. C'est l'occasion de lancer un nouveau départ.»

Un des thèmes principaux de Rio+20 est «Une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté». Le second est «Le cadre institutionnel pour le développement durable».

Faut-il en conclure que l'environnement pur et dur est laissé pour compte? «À l'intérieur du concept de développe-

ment durable, le volet écologique est très important», affirme Steyen Guilbeault, porte-parole d'Équiterre.

«Aussi, en choisissant pour thème l'économie verte, ajoute-t-il, je crois que l'ONU veut voir comment le secteur privé peut être mis davantage à contribution.»

Il remarque un véritable engouement dans les entreprises pour différents aspects de l'économie verte. «Il y a énormément de choses qui se font, que ce soit au niveau de l'efficacité énergétique, des procédés, de la qualité de l'eau et de l'air, de la production d'aliments de meilleure qualité. C'est un secteur qui connaît un important taux de croissance», remarque-t-il.

Catherine Vézina ne croit pas à des avancées concrètes dans le domaine à Rio+20.

«Déjà, on sait que les gens ne s'entendent pas sur la sémantique. Pour certains, l'économie verte signifie qu'il faut limiter la croissance. Pour d'autres, cela signifie une économie au service de l'environnement et de la société», remarque-t-elle.

Biodiversité en haute mer

À Rio+20, Greenpeace portera énormément d'attention aux discussions concernant un accord sur la gouvernance de la biodiversité en haute mer. «Concrètement, c'est ce qui nous intéresse particulièrement à Rio+20», indique Catherine Vézina. Nous croyons que c'est possible que les pays en arrivent à un accord.»

Les eaux internationales sont ces eaux situées entre



«Nous espérons que Rio + 20 relancera les négociations internationales en matière d'environnement», a affirmé Catherine Vézina, coordonnatrice des communications chez Greenpeace.

plusieurs pays. «Dans ces eaux, c'est le Far-West! Il n'y a pas de législation, donc cela laisse libre cours à d'immenses navires qui vont pêcher dans ces eaux sans aucune surveillance ni comptabilisation de ce qui y est pêché. L'accord sur la gouvernance de la biodiversité en haute mer vise à mettre fin à cette situation en encadrant les pêcheries», explique Catherine Vézina.

Greenpeace profitera également de la tribune de Rio+20 pour tenter d'attirer l'attention sur l'Arctique. «Nous pensons que c'est une zone-clé pour les années à venir. On sait qu'il y a des projets de développement

pétrolier en haute mer, alors que l'Arctique est une zone extrêmement riche en matière de biodiversité», affirme la coordonnatrice des communications chez Greenpeace.

La gouvernance

Il sera donc énormément question de gouvernance à Rio+20. «Comment apprendre à mieux travailler ensemble au niveau international?», questionne Steven Guilbeault. On ne fera pas de bilan officiel, par exemple concernant la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ou la Convention sur la diversité biologique. Par contre,

je crois que, si on souhaite être sérieux dans le désir de faire avancer la gouvernance, il faudra parler de ce qui va et de ce qui ne va pas. Pourquoi les négociations sur les changements climatiques n'avancent-elles pas? On devra aborder ces questions à Rio+20.»

Greenpeace souligne pour sa part la possibilité que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) soit transformé en agence spécialisée.

«Ce programme n'a pas accès au budget de base de l'ONU, mais à des contributions financières volontaires des États. On s'attend à ce que les pays s'enten-

dent pour renforcer le PNUE et lui donner le statut d'agence spécialisée à Rio+20. Cette transformation serait importante, puisqu'elle permettrait de coordonner les grands enjeux écologiques à l'échelle internationale», explique Catherine Vézina.

Commerce équitable

Steven Guilbeault a aussi bon espoir qu'il sera question de commerce équitable. «Comment avoir une économie à visage plus humain à l'échelle mondiale? Comment faire du développement économique à la fois responsable des populations et de l'environnement? Le commerce équitable a connu une croissance importante. On trouve maintenant des produits équitables dans les épiceries, alors qu'auparavant on devait aller dans des endroits spécialisés pour en trouver. On en est à se demander maintenant ce qu'on peut faire pour rendre le commerce équitable encore plus important», affirme Steven Guilbeault.

Équiterre organisera d'ailleurs, avec des partenaires internationaux, deux ateliers à Rio+20 sur la question des labels.

«Il y a des labels pour les produits équitables et d'autres pour les produits biologiques, indique-t-il. Il y a aussi celui pour le bois et le papier certifiés FSC (Forest Stewardship Council). Il y a le label ISO, il y a le label pour les appareils ménagers qui ont une bonne efficacité énergétique. Nous voudrions trouver des façons d'aller vers une certaine uniformisation à l'échelle internationale.»

Collaboratrice
Le Devoir

ÉCONOMIE

La société civile est appelée en renfort pour soutenir l'économie verte

«Ceux qui mènent le monde aujourd'hui, ce sont les agences de notation et les grands prêteurs institutionnels»

En préparation de Rio+20, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a réalisé le document *Vers une économie verte*, qui figure comme un rapport d'information de premier plan dans le déroulement de cette rencontre planétaire. Le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Louis Roy, se tourne vers ce type d'économie, qu'il associe volontiers à des valeurs syndicales.

RÉGINALD HARVEY

Louis Roy tient ce discours au sujet de ce deuxième grand forum tenu dans la ville brésilienne: «Il y a quelque chose de nouveau qu'on n'avait pas vu il y a 20 ans quand on a tenu le premier sommet de Rio: c'est la présence de la société civile. Depuis ce temps, beaucoup d'organisations ou de regroupements de toutes sortes de gens, qui n'appartiennent pas au monde syndical, sont entrés en scène; ils vont prendre la parole à Rio en espérant que leurs pressions servent de contrepoids face à ceux qui ne nous parlent que d'économie et d'emplois.»

Il prend position: «Nous, on pense qu'il y a un moyen d'avoir un développement économique et des emplois, mais en réduisant la facture écologique, et cela, même dans des pays en émergence. Il nous faut trouver une autre façon de faire qui serait beaucoup plus locale et on doit se diriger, idéalement le plus rapidement possible, vers une économie qui est moins polluante et qui servirait quand même à créer du travail décent un peu partout.»

Il est temps d'envisager l'avenir selon un autre modèle

que celui qui a cours actuellement: «Il y a beaucoup de travail à accomplir dans ce sens avec l'État, mais aussi avec les sociétés civiles. Si on n'a pas dans chaque pays une vision citoyenne du développement vert, on n'arrivera pas à pousser nos gouvernements vers celui-ci; ils sont trop obnubilés par des questions financières.» Il en rajoute: «Ceux qui mènent le monde aujourd'hui, ce sont quasiment les agences de notation et les grands prêteurs institutionnels; de plus, ils le font avec notre argent, avec ces sommes qui sont regroupées dans des fonds de retraite ou de placement et qui se retournent contre nous sur le plan écologique et sur celui d'une vision à long terme du développement économique; ils agissent ainsi pour obtenir des rendements à court terme, que nous réclamons d'ailleurs nous-mêmes.»

Le temps est venu de briser ce cercle vicieux: «On pensait qu'on était capable de le faire avec les États, mais il va falloir exercer une pression citoyenne. Tout comme dans le cas des sables bitumineux de l'Alberta, il faut que ce soient les citoyens qui prennent conscience du pro-



ANNIK MH DE CARUFEL

Le président de la CSN, Louis Roy

blème et qui disent: «Il y a des solutions de recharge économique à mettre en place». Ça peut prendre un certain temps pour y arriver, mais, si on ne commence pas maintenant à le faire, on ne réussira jamais.» Il importe que la société civile amène les gouvernements à réfléchir et à agir dans le sens d'une économie verte.

La prise en charge syndicale

Il y a un rapprochement à faire entre la nouvelle forme d'économie et les valeurs que défendent les syndicats: «Le premier, c'est que l'économie verte représente une question de développement durable; on pense que, dans une société, il doit y avoir un développement économique de longue durée qui servirait éventuellement à régler

presque totalement des problèmes de pauvreté et d'accès à l'eau. On est touché syndicalement pour deux raisons par cette économie: il y a d'abord l'aspect de l'emploi et du développement, mais aussi celui de la vision et de la protection sociales.»

Dans ce sens-là, il y a un réel engagement des mouvements: «Cela se traduit de diverses façons. Il y a d'abord de nombreux syndicats, notamment dans le domaine du papier, qui ont travaillé très fort depuis plusieurs années sur les problématiques écologiques, ce qui a même parfois occasionné l'émergence de petites sociétés de traitement de l'eau ainsi que de mécanismes pour éviter de polluer par la filtration des eaux usées et même par l'utilisation des résidus. Il y a donc eu ce premier geste qui a été

posé pour réduire l'empreinte écologique ou pour mieux contrôler la gestion de l'émission de produits polluants de différentes natures.»

Il aborde un autre volet des interventions: «On a appliqué des politiques de réduction d'énergie; les syndicats locaux sont beaucoup intervenus avec les patrons sur ce plan. Dans le cadre des pressions qu'on subit pour être toujours plus efficace et efficient en réduisant les coûts de l'industrie, les travailleurs ont souvent des idées géniales pour réduire la consommation d'eau et d'énergie.» Les syndicats font preuve d'abord et avant tout d'un engagement écologique par les actions posées sur le terrain où ils évoluent.

Il salue l'apparition de la relève: «Les jeunes, qui sont arrivés en plus grand nombre dans nos rangs, avaient des préoccupations écologiques; pour eux, la notion ou l'affinité entre écologie et syndicalisme apparaît beaucoup plus claire. Plusieurs militent dans nos organisations parce que celles-ci travaillent sur des dossiers liés à l'environnement.»

Un fonds tourné vers une économie plus verte

En 1995, la CSN a mis sur pied Fondation, un fonds de travailleurs et de développement axé sur la coopération et l'emploi; une pareille démarche s'inscrit dans le sens de la mise en valeur d'une économie moins réductrice. Louis Roy décrit l'objectif poursuivi: «On voulait

concentrer notre travail d'investissement sur une approche davantage coopérative qui porte sur l'organisation de l'entreprise; on souhaitait aussi collaborer avec des entreprises qui avaient une vision plus écologique et plus verte, ce qui nous a conduits à côtoyer des groupes comme Écotech Québec, cette espèce de grappe industrielle formée de gens qui tentent de développer des entreprises plus écologiques.»

Il s'est opéré chez Fondation un changement de cap dans les investissements: «On a amplifié dans le sens vert, si j'ose dire, notre regard et notre perception des demandes de financement que nous recevons; maintenant, on a tendance à vouloir prioriser les entreprises qui font du développement dans cette direction-là. On s'est même assuré de posséder des expertises de ce côté au sein de notre conseil d'administration, notamment en matière de développement durable.»

Un tel virage débouche sur un but à atteindre à plus long terme: «En effectuant de petits investissements dans des entreprises qui ont une large vision écologique, on espère qu'on va aussi créer au Québec un pôle d'attraction pour se doter d'une véritable expertise écologique. On espère également que cette façon d'agir va servir à la mise en place ici d'un plan de développement industriel vert.»

Collaborateur
Le Devoir



QUÉBEC COMPLICE
SANS DE TON
FRONTIÈRES EXPÉRIENCE

Des stages d'initiation à la solidarité internationale
Une fenêtre sur le monde pour les 18-35 ans

quebecsansfrontieres.com

AQOCI

Suivez la participation de l'AQOCI à RIO +20 sur Facebook

Relations internationales

Québec

RIO+20

LE QUÉBEC À RIO

Un Canada sans ONG ni opposition !

« L'ONU reconnaît des organisations internationales de l'économie solidaire comme groupes majeurs »

C'est une délégation d'environ 130 personnes, représentant près de 70 organismes québécois, qui prendra la route vers Rio en juin pour participer à la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Certains de ces participants auront des antennes auprès des instances officielles; d'autres agiront en marge, soit au Sommet des peuples, organisé parallèlement à Rio+20.

PIERRE VALLÉE



Quelque 130 personnes, représentant près de 70 organismes québécois, participeront à la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio de Janeiro, au Brésil.

La structure organisationnelle de Rio+20 est complexe et comprend trois niveaux de participation. Le premier niveau est constitué des délégations officielles des pays qui participeront à la conférence. Ce sont ces délégations qui négocieront entre elles afin d'accoucher d'un texte commun à la fin de la conférence.

« C'est la première fois que la délégation canadienne ne fait aucune place aux organismes non gouvernementaux, ni aux partis d'opposition. Elle sera entièrement composée d'élus conservateurs, de fonctionnaires fédéraux et de représentants des provinces, dont ceux du Québec », souligne Patrick Bonin, directeur climat-énergie à l'Association québécoise de lutte contre la pollution

atmosphérique (AQLPA).

« On dirait que la politique du gouvernement Harper est de faire taire la société civile dans les événements internationaux », croit pour sa part Louis Favreau, professeur associé en sociologie à l'Université du Québec en Outaouais. M. Favreau a collaboré étroitement avec les entreprises d'économie solidaire à la préparation de leur présence à Rio+20.

Participation de la société civile

Malgré ce tour de passe-passe du gouvernement conservateur, la société civile canadienne et québécoise aura tout de même voix au chapitre grâce au second niveau de participation, soit celui

des groupes majeurs tel que défini par l'Agenda 21 de l'ONU. En effet, depuis 1992, l'ONU accorde à certains organismes internationaux de la société civile le statut de participant lors des rencontres internationales tenues sous son égide. « Les groupes majeurs sont donc à la table et peuvent organiser des événements à l'intention des représentants des États, afin de présenter leurs points de vue et leurs propositions », précise Louis Favreau. « C'est à ce niveau de participation qu'a lieu le dialogue entre les gouvernements et la société civile quant aux enjeux critiques qui seront soulevés à Rio+20 », souligne Patrick Bonin.

Les organisations écologistes québécoises seront présentes à

ce second niveau grâce à leurs liens avec les groupes majeurs. Dans le cas de l'AQLPA, par exemple, le groupe majeur est le Réseau action climat international. Quant aux organisations québécoises de l'économie solidaire, elles seront représentées par l'Alliance internationale des coopératives et le Forum international des dirigeants de l'économie sociale, responsable des Rencontres du Mont-Blanc. « C'est une première pour l'économie solidaire, précise Louis Favreau, puisque c'est la première fois que l'ONU reconnaît des organisations internationales de l'économie solidaire comme groupes majeurs. »

En marge de Rio+20

Le troisième niveau de participation est celui des événements et des activités que mettront en place les différentes organisations de la société civile, en marge de la conférence officielle, lors du Sommet des peuples. Cette rencontre parallèle est une excellente occasion pour les organisations de la société civile d'échanger et de se réseauter et elle offre aussi une tribune pour donner davantage de visibilité médiatique à leurs propositions. « Évidemment, poursuit Patrick Bonin, il doit y avoir une interaction parmi les trois niveaux de participation et ce sont les représentants des groupes majeurs qui font le lien. Dans ce genre de rencontre, il est facile

pour ceux qui sont à l'intérieur de ne pas être au courant de la réalité sur le terrain. »

La délégation québécoise qui se déplacera à Rio représentera l'ensemble de la société civile québécoise. Y seront donc présents les syndicats, les coopératives et les entreprises d'économie solidaire, les groupes altermondialistes, les associations écologistes ainsi que les organisations de développement et de coopération internationale. Ici aussi, une première, selon Louis Favreau. « Auparavant, les composantes de la société civile québécoise avaient l'habitude de travailler en silo sur le plan international. Mais, depuis quelques années, il y a eu un rapprochement entre les différentes composantes. Par exemple, les groupes écologistes ont compris que les entreprises d'économie solidaire ont maintenant pris le virage de l'économie verte. Et Rio+20 est un événement majeur dans la consolidation de ce rapprochement. »

Objectifs recherchés

La délégation québécoise s'est fixé plusieurs objectifs. Au premier chef, il y a l'objectif, partagé avec l'ensemble de la société civile internationale présente à Rio+20, d'influencer les décisions qui seront prises par les délégations officielles des gouvernements. Elle s'est aussi fixé certains objectifs plus spécifiques. « Dans le cas de l'économie solidaire, nous allons vou-

loir, dans un premier temps, souligner, auprès des représentants officiels, l'importance de l'économie solidaire dans le monde, explique Louis Favreau. Mais nous avons aussi des propositions concrètes d'actions que nous avons réunies autour de cinq chantiers prioritaires. »

Quant aux organismes écologistes, comme l'AQLPA, un des objectifs sera de dénoncer l'attitude du gouvernement Harper en matière d'environnement. « Nous allons en profiter pour faire connaître la véritable position du Canada en matière de protection de l'environnement à l'ensemble de la communauté internationale », souligne Patrick Bonin.

De plus, Rio+20 est une excellente occasion de motiver les troupes. « Un événement comme Rio+20 permet d'attiser la fibre militante des participants », croit Louis Favreau. Une mobilisation de la fibre militante qui est nécessaire, selon Patrick Bonin. « La vitesse d'avancement des ententes internationales est toujours inférieure à celle des problèmes auxquels la société est confrontée. On ne peut donc pas attendre les ententes avant d'agir. Il faut donc que ça avance sur le terrain par des actions et des gestes concrets sur le plan local. La solution viendra de la base et non du haut. »

Collaborateur
Le Devoir

DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

« Il y a une solidarité qui se dégage »

À Rio, les pays de la Francophonie parleront d'une seule et même voix

Les pays membres de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) feront le déplacement à Rio+20, et pas seulement pour y faire de la figuration. Ils ont des propositions concrètes à faire et ont déjà planché là-dessus lors d'une réunion préparatoire tenue à Lyon (France), en février dernier. Deux grands axes retiennent l'attention des 75 pays: l'économie verte dans une dynamique de lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance du développement durable.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

« L'espace de la Francophonie est composé de pays développés, de pays en voie de l'être et de pays moins avancés, note Fatimata Dia Touré, directrice de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), organisme mandaté par l'OIF pour préparer Rio. En matière de développement durable, tous n'ont donc pas les mêmes intérêts, mais il y a une certaine solidarité qui se dégage, la volonté de faire front commun, qui nous permet, quel que soit notre niveau de développement, de parvenir à parler d'une seule et même voix. »

L'objectif: améliorer les conditions de vie des populations via une exploitation durable des ressources. Pour cela, le développement durable ne doit pas être un dogme à appliquer tel quel, quelle que soit la situation du pays, mais doit bel et bien être pensé, réfléchi, mis en place aux ni-

veaux local, régional, national, en fonction des problématiques propres à chaque entité.

« Si tous les pays émergents adoptaient le modèle de développement des pays occidentaux, il faudrait deux ou trois planètes de plus pour s'en sortir!, interpelle M^{me} Dia Touré. Il faut que les Occidentaux montrent l'exemple, car s'ils continuent à produire, à consommer, à tirer autant sur les ressources, nous allons droit dans le mur. Prenons l'exemple de l'eau. Chaque Nord-Américain en consomme de 600 à 800 litres par jour en moyenne... Dans les pays subsahariens, c'est de 5 à 10 litres... Et encore, quand ils y ont accès. Nous avons trop demandé à la planète, nous avons trop exploité les ressources au détriment de l'environnement. Les pays qui cherchent à se développer ne doivent pas adopter le modèle occidental, mais les Occidentaux doivent eux aussi l'abandonner. »

Réagir

Parce qu'elle regroupe tout type de niveau de développement et qu'elle partage une langue commune, une culture commune, la Francophonie serait un bel espace de discussion en matière de développement durable. « D'autant que nombre de nos pays membres sont touchés de plein fouet par les conséquences du développement à outrance, irréfléchi, note la directrice de l'IEPF. Les pays situés en Afrique notamment: l'insécurité alimentaire, la désertification, les changements climatiques sont autant de fléaux qui font des ravages. Il faut donc mettre en place des politiques locales afin de permettre une exploitation des ressources propre

à assurer une économie durable, d'une part, et une économie qui permette aux populations de s'en sortir, d'autre part. »

Pas facile quand les populations en question sont en mode de survie. Pas facile de leur faire comprendre que la réussite passe par des solutions à moyen terme, voire à long terme, alors même qu'elles cherchent comment se nourrir le soir même. « Mais ça vient, estime Fatimata Dia Touré. Justement parce que nous cherchons des solutions locales, adaptées. Nous sortons du dogme. Prenons le thème de la désertification, par exemple. Longtemps, on ne parlait que de planter, planter, planter encore et toujours des arbres pour lutter contre l'avancée du désert. Finalement, le forestier est devenu la bête noire de tous les agriculteurs parce qu'il leur volait les terres... Aujourd'hui, nous avons une démarche moins sectaire. La reforestation, oui, c'est fondamental, mais il faut aussi préserver des terres agricoles et pastorales. La démarche de développement durable est également un facteur de lien social... Elle permet aux gens, aux différentes parties de se parler et de chercher une synergie. Et c'est possible: il y a des expériences qui ont été testées et qui ont donné de très bons résultats. Il faut maintenant qu'elles partent des universités et des laboratoires pour aller sur le terrain... La déclaration de Rio+20 devra sortir avec des propositions concrètes. »

Prise de conscience

Fatimata Dia Touré dit avoir espoir que ça se passe ainsi. Parce que, depuis quarante

ans qu'on parle de développement durable, elle sent que la réelle prise de conscience des populations se fait aujourd'hui. Auparavant, les discussions avaient lieu entre spécialistes. Aujourd'hui, tout le monde se sent responsabilisé, si ce n'est responsable. « Chaque citoyen sait qu'il peut avoir un impact s'il change son comportement, assure-t-elle. Et, à ce niveau-là, l'intervention de la Francophonie est pertinente. Souvent, on oppose les préoccupations pour le développement durable aux préoccupations économiques primaires du type survie. On se rend compte aujourd'hui, avec la désertification, avec la perte de la biodiversité, avec les impacts négatifs des changements climatiques, que, si on continue comme ça, on ne pourra jamais prétendre assurer le minimum dont on a besoin au quotidien. Si, dans un groupe comme la Francophonie, les pays développés sont prêts à montrer l'exemple, alors les autres vont emboîter le pas. »

Mais cela passera inévitablement par une révolution culturelle. Il faudra accepter de laisser nos modes de vie énergivores pour aller vers une plus grande efficacité énergétique. Une démarche qui sera sans doute plus facile pour les populations des pays du Sud, qui n'ont pas encore goûté à la surconsommation... De l'espoir, certes il y en a donc... Si tant est qu'on gère bien les frustrations.

Collaboratrice
Le Devoir

À Rio+20, la Francophonie innove.

Une Concertation francophone de haut niveau aura lieu à Rio le 21 juin sur le thème « Après Rio+20 : des perspectives d'action dans l'espace francophone »

www.francophonie.org
www.iepf.org
www.mediaterre.org/rio2012

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie



Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie IEPF

RIO+20 Conférence des Nations Unies sur le développement durable

RIO + 20



ROMEO GACAD AGENCE FRANCE-PRESSE

À partir d'aujourd'hui, la Conférence des Nations unies sur le développement durable, surnommé Rio + 20, tentera de relancer l'engagement international envers le développement durable qui avait été amorcé 20 ans plus tôt dans la métropole brésilienne.

DE STOCKHOLM 1972 À RIO + 20

« Rio nous avait donné énormément d'espoir »

Le Sommet de la Terre de 1982 fut un échec sans équivoque

Les mouvements écologistes commencent leur ébullition dès les années 1960, mais c'est au début des années 1970 que le grand éveil mondial se produit.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Le Club de Rome, un regroupement de personnes influentes interpellées par le sort de la planète, commande un rapport qui sera publié en 1972 sous le titre de *Halte à la croissance*. En juin de cette même année, la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain devient le premier sommet international où la question écologique est intégrée à l'ordre du jour. Plus d'une centaine de pays sont présents. Un plan d'action est adopté et mène à la création de Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). La Conférence de Stockholm « a eu une grande influence, parce que tous les pays étaient représentés. C'était un événement international d'une grande envergure », note Jean-Guy Vaillancourt, écosociologue à la retraite. Depuis ce temps-là, il y a eu d'autres événements, mais je pense que ça demeure l'un des plus importants.

Ce nouvel engouement n'empêche pas que, au début des années 1980, « il y a eu un petit creux » dans les démarches, explique le professeur maintenant à la retraite. En 1982, un Sommet de la Terre, souvent oublié dans les annales, se déroule au Kenya et débouche sur un échec sans équivoque. Le président américain en place à ce moment, Ronald Reagan, n'accorde au-

cune importance à la question de l'environnement. « C'est pour ça que la Conférence de Nairobi a été un échec », assure M. Vaillancourt. Et, dans les mouvements sociaux, les gens s'intéressaient davantage aux questions de paix. Dans l'environnement, c'était la question du nucléaire qui préoccupait les gens. [...] A ce moment-là, le monde avait davantage peur d'une guerre nucléaire. La guerre froide s'était réactivée avec Reagan et Brejnev », rappelle-t-il.

Vint Gro Harlem Brundtland

L'année suivante, l'Assemblée générale des Nations unies met en place la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. En 1987, la Commission dépose le célèbre rapport Brundtland, qui met de l'avant le concept de développement durable en le définissant comme « un développement qui permet d'assurer les besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

A cette époque, les problèmes de la couche d'ozone et des pluies acides commencent à sensibiliser de nouveau la communauté internationale à la cause écologique. En 1988, les Nations unies créent le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui deviendra

une mine d'or d'information dans l'analyse du réchauffement de la planète, dont il prouvera l'existence durant les décennies suivantes.

Puis, 1992 marque un moment-charnière. Rio de Janeiro accueille la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, qui constitue « un coup de barre très fort pour le mouvement vert », indique M. Vaillancourt. Près de 20000 personnes participent à ce sommet. La Déclaration de Rio met de l'avant les principes de précaution et de pollueur-payeur pour protéger l'environnement. Les 178 gouvernements présents adoptent l'Agenda 21, dont les 2500 recommandations les engagent dans la voie du développement durable. Trois conventions sont aussi alors adoptées : une sur les changements climatiques, une autre sur la diversité biologique et une troisième, plus méconnue, sur la désertification. À noter que, depuis 1996, Montréal abrite le siège du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

« Rio nous avait donné énormément d'espoir en droit de l'environnement », admet Maryse Grandbois, spécialiste du droit de l'environnement, jointe par téléphone au Vanuatu, où elle enseigne maintenant à l'Université South Pacific. C'était comme une espèce d'avènement. Ça promettait énormément. On pensait que l'environnement et le développement allaient être liés à partir du droit de l'environnement, que le droit international de l'environnement allait énormément se développer — ce qui a été vrai pendant quelques années — mais cela s'est complètement inversé avec le développement des instruments économiques à partir du Protocole de Kyoto. »

Un protocole, enfin!

C'est en 1997, lors de la Conférence des Nations unies sur les changements clima-

tiques tenue à Kyoto, au Japon, qu'est signé le protocole de la convention portant sur ce sujet. Par le biais de ce traité international, qui entrera en vigueur huit ans plus tard, les pays s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990.

En 2002, l'ONU organise le Sommet mondial du développement durable à Johannesburg, en Afrique du Sud. Son but : évaluer les résultats obtenus depuis la Conférence de Rio et donner un nouveau souffle aux engagements sur le développement durable. « On s'est retrouvé à Johannesburg avec un trio de développement durable : l'environnement, la société et l'économie », précise Maryse Grandbois. Le Sommet débouche sur une déclaration et un plan de mise en œuvre intégrant entre autres des ententes sur l'eau, l'agriculture, la diversité biologique, les soins de santé et l'énergie.

En 2010, la Conférence sur la diversité biologique de Nagoya aboutit à un protocole sur l'accès et le partage des bénéfices génétiques de la biodiversité. Par contre, « avec le développement des instruments économiques, au cours des dix dernières années, le droit n'est plus le principal moyen d'assurer le développement durable », note Maryse Grandbois. À partir d'aujourd'hui, la Conférence des Nations unies sur le développement durable, surnommé Rio+20, tentera de relancer l'engagement international envers le développement durable qui avait été amorcé 20 ans plus tôt dans la métropole brésilienne. Les deux thèmes principaux de ce Sommet de la Terre seront l'économie verte dans un contexte d'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel du développement durable.

Collaborateur
Le Devoir

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Sud cultive pour le Nord

« L'ordre des priorités ne permet pas toujours de privilégier l'alimentation »

La sécurité alimentaire, c'est bien plus qu'une question de poule ou d'œuf. Au départ, il faut bien sûr cultiver la terre, mais il faut aussi construire des routes pour que la nourriture se rende jusqu'aux gens, et, pour construire des routes, il faut de l'argent et un gouvernement stable. Donc, la question est : un planteur ou un ingénieur? Bienvenue dans l'engrenage complexe de la sécurité alimentaire.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

l'agriculture de la même manière dans ces deux pays », explique M. Kuate Defo.

Dans un monde idéal, tous les gens mangeraient à leur faim. On est bien loin du compte, avec nos sept milliards d'habitants dont presque le septième souffre de la faim. Mais la population mondiale augmente à la vitesse grand V et, en 2050, le nombre de Terriens passera à neuf milliards... À ce rythme, il faudrait augmenter de 70% la production agroalimentaire!

Barthélémy Kuate Defo est professeur titulaire au Département de démographie de l'Université de Montréal et dirige le Laboratoire de recherche du Programme en nutrition et santé transnationales, intercontinentales et au Canada, le PRO-NUSTIC. « On regarde les questions de façon globale, nationale et locale. Souvent, les problématiques de santé ne peuvent être abordées que sur le plan de ce qu'on peut faire et de ce qu'on doit faire pour les populations dans les localités spécifiques, donc l'approche locale est essentielle, mais l'approche nationale est importante, parce que les politiques sont d'abord nationales et que ce sont les gouvernements des pays qui mettent en place des politiques de prix et de protection de l'environnement. Des structures comme le FMI et la FAO encadrent ce qui se passe dans les pays et leurs données nous permettent de faire une lecture mondiale de la situation », explique M. Kuate Defo.

Depuis les années 1950, la population africaine n'a cessé de croître, en raison des programmes de santé publique et de lutte contre la mortalité. Les ressources pour nourrir cette population ne suivent pas le même rythme et cette situation crée un déséquilibre qui mène à l'insécurité. La nécessité d'inverser la tendance est urgente. Pour Barthélémy Kuate Defo, tous les scénarios futuristes paraissent trop optimistes et ne semblent pas tenir compte de la relative fragilité de nos milieux, et, pour qu'ils s'avèrent, ils nécessitent « qu'il n'y ait plus de problèmes de réchauffement climatique et de crise financière mondiale, qui n'aident en rien des situations déjà problématiques ».

« En réalité, pour augmenter la capacité ou le volume de production, il faut davantage faire appel aux industries. Or ces industries contribuent à la dégradation de l'environnement. Ici, le traitement risque d'être pire que la maladie », avance M. Kuate Defo. Lorsqu'on regarde le type d'industrie qu'il faut développer pour nourrir les populations, on s'aperçoit que, dans ces milieux, les possibilités technologiques ne sont pas au rendez-vous. « On peut bien s'installer dans une localité pour produire, mais si on ne peut pas avoir de routes pour acheminer ces produits dans différentes parties d'un pays, le problème reste entier. Et c'est ce qui se produit aujourd'hui dans plusieurs pays d'Afrique. » Une plus grande circulation devient alors un enjeu majeur dans cette problématique de la malnutrition.

Produire localement

Mais si la solution ne passe pas nécessairement par une telle industrialisation, il faudra donc soutenir la production locale. « Dans un pays comme le Canada, avec une population de presque 35 millions, il n'y a que 630 000 personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture, alors que dans un pays comme le Burkina Faso, en 1990, il y avait 16 millions d'habitants dont près de 15 millions travaillaient dans l'agriculture. On voit bien qu'on ne peut pas développer

concertée entre l'industrie, l'agriculture, le transport et l'aménagement du territoire qui passe prioritairement par le développement du milieu rural. « Le problème de la migration du milieu rural vers le milieu urbain crée un déséquilibre important au niveau de l'alimentation. Il faudrait regarder le problème aux niveaux local, intermédiaire et national et s'assurer qu'ils sont tous en phase pour permettre une certaine capacité de développement local de l'agriculture, qui peut favoriser ensuite un développement intermédiaire et national. A l'intérieur d'un pays, on peut fixer les balises d'un développement agricole qui permettrait un rééquilibrage entre les régions à productions excédentaires et les régions déficitaires. »

La première étape est donc de sensibiliser les populations aux valeurs nutritionnelles de toutes sortes d'aliments qu'on veut introduire. Avec le temps, on pourra faire la démonstration que ces types d'aliments viennent en complément ou en remplacement, afin de permettre à une population de mieux se nourrir. « Dans le cas de la diversification de l'alimentation, quand on regarde l'histoire de l'humanité, on constate que l'agriculture s'est toujours répandue, que les aliments provenant de l'Amérique latine ont voyagé vers l'Asie, d'autres sont allés de l'Asie vers l'Afrique, on est un village planétaire. Tout ce qui se mange devrait pouvoir l'être partout sur la Terre. »

Développer de nouvelles sources

Jusqu'ici, nous n'avons abordé la problématique de la sécurité alimentaire que du point de vue de l'agriculture. Mais qu'en est-il des nouvelles formes d'alimentation? On peut penser aux insectes, aux algues ou encore aux viandes artificielles. « Quand on parle d'alimentation, c'est toujours sur un fond culturel. Manger du fromage au Québec, c'est normal; au Burkina Faso, ça semble plus étrange! »

« Je ne pense pas qu'on puisse verser dans un optimisme béat, je pense plutôt qu'on doit continuer à sensibiliser la communauté internationale et à chercher des stratégies de sécurité alimentaire durables. Malheureusement, l'ordre des priorités ne permet pas toujours de privilégier l'alimentation. » La plupart des pays africains sont continuellement menacés par l'instabilité politique ou la guerre, et l'industrie est paralysée par une telle instabilité. « Ce sont dans ces mêmes pays où il y a eu des guerres civiles qu'on retrouve une prévalence élevée de la malnutrition, notamment chez les enfants et les femmes. Le défi est important. » Finalement, ce sont la démocratie et la bonne gouvernance qui viendront stabiliser les régions et rendront possible la capacité de mettre en place et de soutenir la sécurité alimentaire.

Collaboratrice
Le Devoir

**SHELL, ASSUMEZ VOS DÉGÂTS
PAYEZ ET NETTOYEZ!**

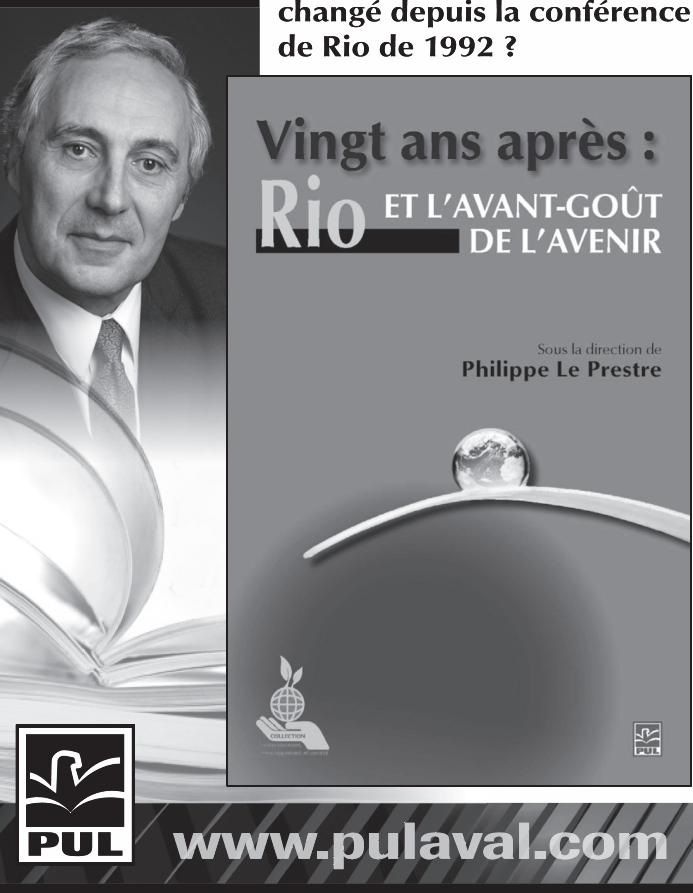


Sous la direction de
**Philippe
Le Prestre**

En quoi le paysage de la coopération internationale en environnement a-t-il changé depuis la conférence de Rio de 1992 ?

Vingt ans après :
Rio ET L'AVANT-GOÛT
DE L'AVENIR

Sous la direction de
Philippe Le Prestre



www.pulaval.com

RIO + 20

SOMMET DES PEUPLES

Pour poursuivre la « lutte » en faveur d'une « justice sociale et environnementale »

Ils sont 200, ces Québécois, à intervenir au parc du Flamengo

Parallèlement à la Conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio de Janeiro accueille le Sommet des peuples depuis le 15 juin dernier. Organisé par la société civile et les mouvements sociaux, ce rendez-vous, qui se termine le 23 juin, se veut un contrepoint critique à Rio+20. Une importante délégation québécoise participe à ce rendez-vous plus libre et plus ouvert, dont la formule s'apparente à un Forum social mondial spécifiquement dédié à la question du développement durable.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Pendant que les chefs d'État se réuniront dans le cadre du Sommet de la Terre au RioCentro, un centre des congrès moderne et sécurisé, à une quarantaine de kilomètres de Rio de Janeiro, le parc du Flamengo, en plein cœur de la métropole brésilienne, vibrera au rythme du Sommet des peuples. Des dizaines de milliers de personnes sont attendues à cet événement. Katina Binette, chargée de programme à l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI), souligne que, « en matière d'organisation et d'enjeux, ça va être assez similaire » aux Forums sociaux mondiaux (FSM).

Même si des sommets alternatifs ont déjà été organisés par les mouvements sociaux parallèlement à d'autres grands sommets, comme ce fut le cas lors de certains Sommets des Amériques et Conférences sur le climat, Ro-

ger Rashi, coordonnateur des campagnes à Alternatives, assure que ce Sommet des peuples, qui s'est amorcé le 15 juin, n'a aucun précédent. « C'étaient généralement des regroupements de la société civile en opposition au processus, mais cela n'avait pas l'importance du Sommet des peuples, où un processus de mobilisation a été lancé au niveau mondial longtemps avant l'événement, avec l'objectif de produire des déclarations critiques concernant celle des Nations unies », précise-t-il.

Contrepoids

Cette fois-ci, les dates ont été savamment étudiées et furent même déplacées lorsque les Nations unies ont décidé de reporter de deux semaines leur Sommet de la Terre. Aujourd'hui, alors que s'amorce le blitz final de Rio+20, les organisateurs du Sommet des peuples préparent une Journée mondiale d'action, qui culminera par une gigantesque manifestation populaire dans les rues

de Rio. Les assemblées des peuples ponctueront aussi l'événement par des rencontres ouvertes démarrant à partir de thématiques précises. Des déclarations seront produites quasiment chaque jour. Le 23 juin, au lendemain de la conclusion de Rio+20, une déclaration finale devrait être rédigée pour faire « contrepoids aux prises de décisions de l'ONU ». Des suggestions de campagnes pour poursuivre la « lutte » en faveur d'une « justice sociale et environnementale » devraient en émaner.

Depuis quelques mois, les organisateurs du Sommet des peuples critiquent le concept d'économie verte, qui constitue l'un des principaux thèmes sur lesquels s'appuie Rio+20. Selon eux, ce concept ne remet pas en question le système économique dominant, alors que le capitalisme actuel leur apparaît comme la cause structurelle des crises financières, écologiques et alimentaires secouant la planète. Selon Roger Rashi, l'ONU a repris l'idée d'une économie verte pour la « réinterpréter d'une façon plutôt néolibérale ». Il souligne que les principales inquiétudes des mouvements sociaux, à la lecture du document préparatoire de Rio+20, résident dans l'ouverture à la « marchandisation de la nature et au contrôle, par les grandes firmes internationales et les

pays occidentaux, de tous les fonds qui seraient générés par la soi-disant transition vers une autre économie, ce qui renforcerait en fait les gens qui sont responsables de la crise ». De nombreuses préoccupations sont aussi soulevées par les organisateurs quant à la régression de la protection de droits acquis, tant ceux des indigènes comme des travailleurs, tout comme les droits, universels, à l'eau, à l'éducation, à l'alimentation et aux soins de santé, par exemple.

Participation québécoise

L'AQOCI estime qu'environ 200 Québécois participent à ce rendez-vous. Pour sa part, elle y mène une délégation de 16 personnes, en collaboration avec le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ). M. Rashi, à Alternatives, conduit, en coordination avec les YMCA du Québec et Unialter, un imposant groupe de 77 personnes. Des membres de l'AQOCI, du GESQ et des YMCA du Québec participent aussi au Sommet officiel de Rio+20, puisque certains acteurs de la société civile ont obtenu leur laissez-passer. Ces derniers informeront les participants du Sommet des peuples au sujet de ce qui se déroule à l'intérieur du RioCentro. Des ponts seront donc construits entre les deux sommets, souligne Michel Forgues, directeur des initiatives communautaires et internationales au

YMCA du Québec. « C'est essentiel qu'on soit à l'écoute de ce qui se dit dans le sommet officiel. Le but, ce n'est pas d'aller complètement contre le système officiel. C'est seulement de dire: "Écoutez, il y a cette voix-là qui parle, mais la société civile a aussi d'autres idées qui sont importantes et qu'il faut écouter." Le but, c'est vraiment de faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas le lutrin. »

Plusieurs événements auto-organisés, comme dans la formule éprouvée des FSM, ont été suggérés par les participants d'ici. Ceux-ci attendent les confirmations de la part des organisateurs du Sommet des peuples. Près de 2000 propositions d'activités auto-organisées auraient été envoyées depuis les quatre coins du globe, alors que seulement 700 pourront se dérouler dans le cadre du Sommet. N'empêche, les Québécois semblent déterminés à apporter plusieurs débats d'ici dans la métropole brésilienne.

Roger Rashi mentionne que le Canada « est devenu un paria, au niveau international, sur la question de l'environnement. Dans ces sommets-là, ou dans toute autre réunion alternative, les gens veulent généralement savoir pourquoi. Comment se fait-il que ce gouvernement est rendu à l'opposé de ce qui faisait sa réputation? »

Le 18 juin, une activité auto-organisée par Alternatives, in-

titulée « Résister contre l'assaut criminel du Canada sur l'environnement », abordait les sujets du retrait du protocole de Kyoto, des compagnies minières et des sables bitumineux. Le même jour, la délégation formée avec les YMCA et Unialter en a dédié une autre aux impacts du Plan Nord. Demain, des québécois participeront à une activité internationale sur les gaz de schiste.

L'AQOCI et le GESQ se concentrent sur les activités qui sont chapeautées sous le thème « Une nouvelle économie, un nouveau paradigme du développement ». Des rencontres avec des associations latino-américaines de commerce équitable sont déjà inscrites à leur ordre du jour.

Mais, pour plusieurs, le but premier reste d'échanger avec les organismes de la société civile « pour voir l'autre côté de la médaille au niveau de ce qui va être discuté à Rio+20 », soutient Michel Forgues. Au-delà des répercussions que pourrait avoir le Sommet des peuples sur les discussions tenues à Rio+20, Katina Binette rappelle que « l'impact est souvent au retour, avec l'information qui va être partagée dans nos milieux respectifs. [L'objectif], c'est de connaître le travail qui se fait ailleurs, pour parfois s'en inspirer et aussi créer des liens. »

Collaborateur Le Devoir

RIO+20:

Misons sur un développement économique...

SOCIAL

DURABLE

ÉQUITABLE

SOLIDAIRE

www.csn.qc.ca

www.facebook.com/LaCSN Suivez @Lacsn sur Twitter



Rio+20

Développer les convergences pour changer de modèle!

www4.uqo.ca/ries2001/gesq/
www.facebook.com/GESQ1

Groupe d'Économie Solidaire du Québec

JUSTICE climatique

CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT!

DU 15 AU 23 JUIN 2012 À RIO

Le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale

Proposer une utopie

Le Sommet de la terre des Nations Unies organisé à Rio de Janeiro n'était pas commencé que les spécialistes annonçaient déjà une terrible impasse sur les questions de changements climatiques et même des reculs sur des enjeux aussi centraux que le droit humain à l'eau ou la protection de la biodiversité. En parallèle de cette triste comédie et quelques semaines après que le Programme des Nations Unies pour l'environnement - PNUE ait lancé un appel dramatique pour la protection des ressources naturelles, les mouvements sociaux et environnementaux s'organisent au cœur du Sommet des peuples pour proposer une vision du monde basée sur la justice sociale et environnementale. Coorganisateur de ce sommet historique qui mobilise plus de 50 000 personnes, Alternatives invite les mouvements sociaux internationaux et toute la population en général à partager et disséminer cette vision qui exige un monde respectant la vie et les biens communs.

Non au capitalisme vert!

Le Rapport du PNUE débute sur ces mots : « Les changements que l'on observe actuellement dans le système terrestre sont sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Plusieurs seuils critiques aux niveaux mondial, régional et local sont sur le point d'être atteints ou ont été dépassés. » La réponse de nos gouvernements et des grandes corporations qui s'imposent dans les processus internationaux est non seulement timide et irresponsable, mais maintient le cap vers des stratégies de court

terme, d'exploitation des dernières ressources naturelles voire de privatisation du vivant et de la nature au profit du désormais célèbre 1%. Au Sommet officiel des Nations Unies, vingt ans après la « naissance » du développement durable, on propose au mieux de peindre en vert le capitalisme, voire de faire du vert le nouveau moteur d'accumulation inégale des richesses. Il s'agit d'une option basée sur un système écocide, sur l'exclusion de la majorité, sur l'exploitation des ressources et des humains, d'un système qui est LA source de la crise environnementale actuelle.

LE SOMMET DES PEUPLES POUR LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE EST L'UNIQUE ACTIVITÉ ORGANISÉE À RIO EN 2012 QUI VISE À SORTIR DE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE ACTUELLE.

Mobilisation mondiale

C'est dans ce contexte que le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale se tient. Il est de fait l'unique activité organisée à Rio en 2012 qui vise vraiment à sortir de la crise environnementale actuelle. Il s'est donné comme objectif de déterminer les « causes structurelles » des crises écologiques, sociales, économiques et démocratiques pour écarter les « fausses solutions », présenter les « solutions des peuples » et définir un « agenda commun » pour les mois à venir.

Et les propositions ne manquent pas : souveraineté alimentaire et agro-écologie, démocratisation et décentralisation de la préservation et gestion des biens communs, scénarios de descente énergétique et universalisation de l'accès à l'énergie, extension de la protection sociale et des droits sociaux à tous les peuples de la planète, taxations internationales pour financer les biens communs, réforme

Alternatives International au Sommet des peuples à Rio

Pourquoi il faut stopper Harper

Dans le cadre des activités du Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale, Alternatives International a tenu une activité intitulée « Résister à l'assaut criminel du Canada sur l'environnement » portant sur les conséquences désastreuses des politiques du gouvernement Harper, non seulement pour le Québec et le Canada, mais pour toute la planète.

Une politique critiquée partout dans le monde

Récepteur d'une dizaine de *Prix Fossile* depuis Copenhague et Durban, le Canada et sa politique anti-environnementale sont critiqués partout dans le monde. La liste de décisions rétrogrades canadiennes ne cesse de s'allonger. Rappelons, entre autres, la décision de retirer le Canada du protocole de Kyoto, le soutien aux grands projets miniers en Amérique Latine et en Asie, l'appui financier et politique à la production de pétrole issu des sables bitumineux. C'est sans compter les gestes plus récents, autour de l'adoption de la loi omnibus C-38 qui affaiblit la réglementation environnementale et les institutions gouvernementales sur la question et qui attaque les organisations citoyennes qui cherchent à la faire respecter, en leur retirant entre autres leur financement.



AMY MARO / FLICKR

et démocratisation de l'ONU, etc.

L'organisation d'un événement de l'ampleur du Sommet trouve aussi son importance dans le contexte où les sphères financière, politique et médiatique sont en symbiose et cherchent à empêcher que ces alternatives et revendications populaires soient mises en valeur. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, 20 juin, à l'ouverture du Sommet des Nations Unies, s'organise une journée d'ac-



MEDIA/STEFAN.COM

tions globales avec des mobilisations partout sur la planète.

Comme l'auteur Hervé Kempf, lequel était récemment à Montréal à l'invitation d'Alternatives pour le Festival des solidarités, nous disons : Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit. »

Au Québec et au Canada

Le 22 avril dernier, plusieurs centaines de milliers de personnes se mobilisaient pour le bien commun à Montréal dans une manifestation sans précédent. Signée par des dizaines de milliers de personnes, la déclaration qui accompagnait cette mobilisation exigeait un débat de société qui doit permettre une transformation sociale en profondeur !

Au Canada de Stephen Harper, c'est malheureusement le chemin inverse qui est emprunté. L'adoption de la loi C-38 qui affaiblit les réglementations environnementales et attaquera ceux qui cherchent à les défendre n'est que la dernière en liste d'une longue série de gestes anti-environnementaux posé par le seul pays au monde qui s'est retiré du protocole de Kyoto.

LE CANADA EST LE SEUL PAYS AU MONDE QUI S'EST RETIRÉ DU PROTOCOLE DE KYOTO!

Un des objectifs de cette participation d'Alternatives à Rio est de mobiliser la communauté internationale sur les enjeux canadiens et québécois qui ont aussi une portée internationale. Il importe que la communauté internationale soutienne nos campagnes contre les projets canadiens destructeurs de l'environnement, dont les impacts se feront sentir non seulement au Canada mais partout ailleurs.

Festival des solidarités

Hervé Kempf appuie la convergence des mouvements sociaux

À l'heure où le protestataire est nommé personnalité de l'année et où l'indignation se généralise la question de savoir comment unir les mouvements citoyens face aux enjeux sociaux est centrale.

Le journaliste et spécialiste des questions environnementales s'exprimait dans le cadre du Festival des solidarités organisé par Alternatives le 9 juin dernier. L'événement réunissait plusieurs personnalités de l'actualité politique afin de réfléchir sur la façon de réunir les différentes luttes actuelles.

Pour Kempf, cette convergence passe par la critique et la mobilisation. Il importe que les mouvements sociaux investissent l'arène politique pour remettre le pouvoir entre les mains du peuple. Kempf ajoute que si les mouvements populaires ont peine à trouver un relais politique, c'est que les dirigeants actuels sont à la solde du milieu financier. En d'autres termes, les systèmes occidentaux n'ont de la démocratie que les apparences; leur fonctionnement est oligarchique. Le résultat est qu'une minorité impose sa vision et dicte ses politiques pour préserver ses propres intérêts économiques, sans égards aux besoins sociaux et environnementaux.



La résistance des peuples contre la destruction de la planète et contre les politiques du gouvernement Harper est une même lutte qui doit se conjuguer à l'échelle locale, nationale et internationale.

Alternatives
La solidarité en action

alternatives
INTERNATIONAL

Information : 514 982-6606 • www.alternatives.ca



JEAN-PIERRE BONIN / FLICKR